
Explique-moi la « machine à Tinguéli »

Jean-Marc Chappuis a été membre du comité de la SGA. Il est d'origine de Rivaz (VD), d'une famille de vigneron-encaveur. Il est ingénieur agronome EPFZ, et il a écrit son doctorat en 2002 sur les accords interprofessionnels dans les filières d'Appellation d' Origine Contrôlée (AOC). Il a travaillé comme conseiller en politique agricole auprès du conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann. Aujourd'hui il est à la tête de l'unité de direction Systèmes de connaissances, technologies et affaires internationales de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG).

SGA: Depuis août, vous dirigez l'Unité de direction Systèmes de connaissances, technologies et affaires internationales à l'OFAG. Pourquoi avez-vous choisi ce nouveau challenge?

Jean-Marc Chappuis : Revenir à l'Office fédéral de l'agriculture me donne la possibilité de prendre les projets plus en amont, de donner des impulsions plus fortes, de chercher des solutions avec les agriculteurs et les organisations agricoles. C'est très valorisant de travailler avec des organisations qui ont des projets. Quand on travaille au secrétariat général, on reçoit des dossiers qui sont déjà très aboutis ou alors on est impliqué tout au début d'un processus. On n'a pas le temps d'élaborer plusieurs variantes, puis de choisir la meilleure. L'apparition de nouveaux outils liés à la digitalisation rend aussi le métier très intéressant, avec l'espoir de rendre la production agricole et les filières plus durables, de simplifier les processus administratifs, de soutenir le développement de plates-formes de commercialisation, de mieux exploiter la multitude de données existantes.

Vous avez été conseiller en politique agricole auprès du Conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann de 2012 à 2018. Que retenir de cette expérience?

Cela a été une magnifique expérience de pouvoir accompagner un Conseiller fédéral et de travailler au sein de son secrétariat général. Je retiens notamment l'importance de bien expliquer, bien communiquer et bien préparer les dossiers avant de les porter au Conseil fédéral et au Parlement. Essayer d'avoir un maximum de consensus, de bien expliquer la raison des propositions, les alternatives et finalement pourquoi notre proposition est la meilleure. Surtout avec les collègues des autres départements. Avec le Chef du Département, j'ai appris à expliquer en très peu de temps quelque chose de compliqué. Il faut savoir résumer les dossiers en trois points importants.

Pouvez-vous partager avec nous une anecdote relative à cette période?

Avec mes collègues du secrétariat général, qui ne sont pas des spécialistes, nous appelions la politique agricole ironiquement «la machine à Tinguely». La politique agricole s'est développée avec le temps. On a ajouté certaines pièces à un certain moment. On ne sait pas toujours pourquoi certaines pièces sont là. Si on tourne une vis à droite, une autre va tourner à un autre endroit, à gauche. C'est une manière de dire, pas très respectueuse j'en suis conscient, qu'il y a des interrelations qui ne sont pas toujours évidentes à saisir. La machine à Tinguely, c'était bien sûr une boutade, une plaisanterie entre collègues.

L'Unité de direction Système de connaissance, technologies et affaires internationales se divisent en plusieurs secteurs (questions internationales et sécurité alimentaire, recherche innovation évaluation, analyses du marché, systèmes d'information sur l'agriculture, conduite de l'informatique). Comment s'organise la collaboration entre ces différents secteurs?

Il y a un lien très important entre innovation et durabilité, c'est le message que j'essaie de faire passer. De façon schématique, le secteur Affaires internationales est orienté sur les objectifs du développement durable.

Le secteur Recherche, Innovation et Evaluation soutient les activités de recherche et de vulgarisation. Les trois secteurs Analyses du marché, Systèmes d'information sur l'agriculture et Conduite de l'informatique ont un rôle de premier plan à jouer dans la digitalisation de l'agriculture. La technique doit être utilisée pour le développement durable, c'est la colonne vertébrale de l'unité de direction. Pour prendre un exemple parmi d'autres, dans quelle mesure la technologie Blockchain peut-elle améliorer la traçabilité des produits en Suisse et dans le cadre des accords commerciaux? L'OFAG doit avoir une expertise sur ce sujet. Et si cela a du sens, favoriser l'introduction de cette technologie.

Que pensez-vous du système de connaissances agricoles suisse?

Il me semble important de favoriser un système de connaissances qui fonctionne dans les deux sens. C'est-à-dire qui ne va pas seulement de la recherche vers la vulgarisation, puis de la vulgarisation vers l'agriculteur en bout de chaîne. Il faut qu'on arrive aussi à faire remonter les informations et les besoins des agriculteurs jusqu'à la recherche. C'est pour cette raison que la PA 22+ entend mieux soutenir la mise en réseau des acteurs, les projets-pilotes et les projets de démonstration.

Vous êtes dans le conseil d'Agroscope. Quels sont les challenges pour Agroscope?

Agroscope évolue sur un «sentier de dépendance» (path dependency en anglais). Des stations de recherche se sont développées historiquement sur tout le territoire et elles ont été longtemps des entités séparées avec une direction propre. Il faut faire évoluer ces entités dont les infrastructures, à renouveler, coûtent cher, sans perdre en qualité de la recherche. Ce processus est par essence conflictuel. La communication est évidemment un challenge. Pour moi, Agroscope est indispensable dans le système de connaissance si je pense à tous les enjeux auxquels l'agriculture suisse doit et devra faire face.

Vous étiez membre du comité de la SGA. Que reprenez-vous de cet engagement?

La SGA a joué un rôle très important quand j'étais jeune agronome pour me constituer un réseau et pour présenter mes travaux. C'était quand même une période de stress parce que j'ai été comptable, puis secrétaire, et malheureusement je n'avais pas vraiment le temps nécessaire à consacrer à cette charge. On a fait de beaux séminaires comme celui sur la sociologie rurale à Lausanne en 2004. J'ai apprécié d'avoir des échanges avec des gens de différentes organisations. La grande force de la SGA, c'est de s'appuyer sur des membres du comité issus d'institutions différentes. Le séminaire annuel donne aux gens la possibilité de dialoguer sur des thèmes variés qui sont le reflet de cette diversité.

Vous venez d'une famille de vigneron-encaveur. Comment vivez-vous aujourd'hui ce lien?

Je le vis bien. J'ai un frère qui est effectivement vigneron-encaveur. C'est un secteur dynamique avec une composante commerciale importante. J'ai aussi un cousin qui a abandonné la production laitière et qui s'est réorienté vers l'agrotourisme et l'élevage de chevaux de trot. Les producteurs sont souvent critiques par rapport à la politique agricole. De ce point de vue, on peut dire que j'ai de la chance que ma famille soit dans une branche relativement peu dépendante de la politique agricole ! Pour moi, ce n'était pas une priorité de devenir vigneron. L'important, c'était que quelqu'un de la fratrie reprenne l'entreprise et c'est mon frère qui l'a fait.



Jean-Marc Chappuis

Vos collaborateurs veulent vous surprendre avec une bonne bouteille : que devraient-ils choisir?

Un vin issu d'un nouveau cépage, dont je n'ai pas encore entendu parler, développé par Agroscope, très résistant aux maladies et d'excellente qualité.

Interview réalisé par Esther Bravin

Esther Bravin

Agroscope

Kompetenzbereich Pflanzen und pflanzliche Produkte

Müller-Thurgau-Str. 29

8820 Wädenswil

E-Mail: esther.bravin@agroscope.admin.ch